



Conseil économique et social

Distr. limitée
28 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda Smolcic (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

Programme 13

Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale

1. À sa 9^e séance, le 8 juin 2012, le Comité a examiné le programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 13)].
2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

Examen de la question

3. Des membres du Comité ont exprimé leur adhésion au programme et aux travaux menés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) dans le cadre de ses divers sous-programmes.
4. Le Comité a pris note de l'augmentation du nombre de sous-programmes fonctionnels prévus au titre du programme 13 pour la période 2014-2015, et a cherché à savoir quelles unités administratives étaient chargées des différents sous-programmes, y compris des deux nouveaux, les sous-programmes 8 et 9. Il a noté



qu'il fallait présenter le cadre stratégique de manière plus équilibrée et préciser, améliorer et clarifier l'énoncé de certaines réalisations escomptées du Secrétariat et de certains indicateurs de succès. Néanmoins, il a indiqué que le cadre stratégique du programme était bien préparé et équilibré. Le Comité a souligné que, dans la formulation des réalisations escomptées et des indicateurs, il fallait procéder aux ajustements nécessaires en fonction de l'évolution observée. Il a par ailleurs déclaré que les réalisations escomptées et les indicateurs devaient porter sur les activités du Secrétariat, non des États Membres, mais évaluer le travail des États Membres, non du Secrétariat. Des délégations ont noté que certaines résolutions n'étaient pas mentionnées dans la longue liste de textes portant autorisation du programme et que ces textes auraient dû être classés par sous-programme.

5. Par ailleurs, le Comité a fait remarquer qu'il n'était pas fait mention des activités menées par d'autres organismes de l'Organisation chargés de la prévention du terrorisme, comme l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme. Un membre du Comité a déclaré que, puisque le terrorisme était une réalité, il valait mieux employer le terme de « lutte » plutôt que celui de « prévention ».

6. Le Comité a indiqué qu'il fallait expliciter certains termes employés dans le cadre stratégique, tels que « lois types » et « état de droit et développement ». Il a fait remarquer que la ratification des traités était une mesure des États Membres, non du Secrétariat, et que ce fait aurait dû être précisé.

7. Un membre du Comité a estimé qu'il n'y avait lieu d'apporter une assistance aux États Membres dans les domaines couverts par le programme que si ces États en faisaient la demande. Un autre a fait observer que, dans la mesure où il existait une entité chargée du programme des droits de l'homme, les questions relatives aux droits de l'homme ne devraient pas être traitées dans le cadre du programme 13 afin d'éviter que les responsabilités ne se chevauchent. Un membre a trouvé que le programme donnait plus d'importance aux droits de l'homme qu'à la paix et à la sécurité. Certains ont néanmoins fait valoir que les questions des droits de l'homme étaient importantes et contribuaient à enrichir les travaux menés dans le cadre du programme.

8. L'idée d'apporter des réponses transnationales aux menaces transnationales a soulevé l'inquiétude de certains membres du Comité.

9. Le Comité a demandé des éclaircissements sur la répartition des tâches et des responsabilités entre l'UNODC et d'autres organes subsidiaires, ainsi que sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la réalisation des objectifs relatifs à l'usage des drogues.

10. Le Comité a insisté sur la nécessité de fournir une liste des entités mentionnées dans le document – fondations, organisations non gouvernementales, entités du secteur privé, partenariats, réseaux, organismes des Nations Unies, programmes régionaux et organes multilatéraux – avec lesquelles une coopération était engagée dans le cadre du programme.

11. Le Comité a souligné qu'il fallait revoir le modèle de financement de l'UNODC.

12. Une délégation a constaté avec préoccupation que la question du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes n'était pas suffisamment prise en compte dans le programme.

Conclusions et recommandations

13. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de proposer d'ajouter un sous-programme intitulé « Lutte contre le trafic de drogues » dans le cadre stratégique pour la période 2016-2017.

14. Le Comité a pris note de la liste des textes portant autorisation du programme et recommandé que le Secrétaire général invite le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à revoir périodiquement cette liste afin d'y faire figurer les textes importants adoptés au cours des cinq années précédentes.

15. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015, sous réserve des modifications ci-après :

Orientation générale

Paragraphe 13.2

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

« Les activités criminelles mondiales sont en train de transformer le système international et constituent une menace stratégique de plus en plus grave pour les gouvernements, les sociétés civiles et les économies. Les réseaux mondiaux de trafiquants portent un grave préjudice à la sécurité publique, au développement, au commerce et aux finances. L'Office a pour vocation d'aider la communauté internationale, au moyen de lieux de rencontre et de discussion, à choisir des stratégies et des outils communs visant à lutter contre ces problèmes. »

Paragraphe 13.3

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

« D'un point de vue conceptuel, ces réponses communes reposent sur la notion d'état de droit, c'est-à-dire un dispositif législatif complet, une coopération internationale efficace, la sécurité publique, la justice et un système pénal équitable, accessible, responsable, efficace et crédible. À cet égard, la lutte contre le problème mondial de la drogue est une responsabilité commune et partagée, qui doit procéder d'une démarche intégrée et équilibrée et s'exercer conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et au droit international et dans le plein respect, en particulier, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, du principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales. Par conséquent, la communauté internationale doit manifester une volonté sans faille de vaincre le problème mondial de la drogue en mettant pleinement en œuvre, de manière équilibrée, des stratégies nationales, régionales et internationales visant à faire diminuer la demande, la production et le trafic de drogues. Un système pénal équitable, accessible, responsable, efficace et fiable protège contre les effets de la criminalité,

des trafics, de la corruption et de l'instabilité. Ensemble, le développement et l'état de droit favorisent l'utilisation licite des ressources plutôt que leur détournement à des fins criminelles, telles que la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, de biens culturels, de stupéfiants et d'armes à feu. »

Paragraphe 13.5

Supprimer le paragraphe et renuméroter tous les paragraphes qui suivent.

Paragraphe 13.6 (auparavant par. 13.7)

Après la première phrase, ajouter le texte suivant :

« Les États Membres ont également exprimé leur adhésion aux modalités intégrées de gestion des cycles d'élaboration des programmes. »

Paragraphe 13.7 (auparavant par. 13.8)

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

« Les droits de l'homme, la paix et la sécurité et le développement constituent les trois composantes interdépendantes et complémentaires inscrites dans la Charte des Nations Unies. L'Office continuera de faire en sorte que la lutte contre la criminalité transnationale organisée s'articule autour de tous ces axes, et que le respect des droits de l'homme et la création de conditions socioéconomiques plus équitables soient pris en compte dans la planification, le suivi et l'évaluation de ses programmes. Il continuera également à encourager l'adoption des normes des Nations Unies relatives à la prévention de la criminalité et à la justice pénale et à veiller à ce que ses activités contribuent autant que possible au respect des droits de l'homme. »

Paragraphe 13.10 (auparavant par. 13.11)

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

« L'Office mettra tout en œuvre pour prendre en compte la problématique hommes-femmes dans la réalisation de ses objectifs. Par ailleurs, il s'emploie actuellement à adapter ses documents de planification des activités d'assistance technique pour permettre la collecte de données ventilées par sexe, notamment sur les questions de la toxicomanie, de la pharmacodépendance, de la traite d'êtres humains et des femmes dans le système pénal. »

Sous-programme 1

**Lutte contre la criminalité transnationale organisée et les trafics,
y compris le trafic de drogues**

Remplacer le titre du sous-programme par le suivant :

« Lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Augmentation de l'assistance technique fournie aux États Membres, à leur demande, pour encourager la ratification des conventions internationales contre la drogue et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des protocoles s'y rapportant ».

À la fin de l'énoncé de la réalisation escomptée b), ajouter « , avec l'aide de l'UNODC, conformément à son mandat ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée c) par le texte suivant :

« c) Renforcement des moyens dont dispose le Secrétariat pour aider les États Membres qui en font la demande à prendre des mesures efficaces contre la criminalité transnationale organisée – trafic de drogues, blanchiment d'argent, traite d'êtres humains, trafic de migrants et trafic d'armes à feu – et contre de nouveaux problèmes de drogue et de criminalité ».

Indicateurs de succès

Dans l'énoncé de l'indicateur b) ii), après « renforcé », ajouter « , avec l'aide de l'UNODC, dans le cadre de ses mandats, ».

Ajouter un indicateur b) iii) libellé, comme suit :

« iii) Amélioration de la coordination et de la coopération entre les organismes des Nations Unies membres du Groupe interinstitutions de coordination contre la traite d'êtres humains ».

Remplacer l'énoncé de l'indicateur c) iv) par le texte suivant :

« iv) Augmentation du nombre d'instruments juridiques ou opérationnels et de pratiques exemplaires portant sur la criminalité transnationale organisée, élaborés sous l'égide ou avec le concours de l'UNODC ».

Paragraphe 13.11 (auparavant par. 13.12)

[La modification proposée pour la deuxième phrase ne vaut que pour la version anglaise.]

Remplacer l'énoncé de l'alinéa b) par le texte suivant :

« b) À coordonner et surveiller la suite donnée aux mandats énoncés dans les résolutions et décisions correspondantes des organes conventionnels et des organes directeurs, y compris aux mandats relatifs à la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes; ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa d) par le texte suivant :

« d) À travailler en coordination et en coopération avec les autres partenaires compétents, conformément à leurs mandats respectifs, en particulier les institutions membres du réseau d'information des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale et les organisations intergouvernementales opérant aux niveaux international, régional et sous-régional, en vue de lutter contre la criminalité organisée et le trafic de drogues et d'armes à feu, la traite d'êtres humains et le trafic de migrants; ».

[La modification proposée pour l'alinéa e) ne vaut que pour la version anglaise.]

Supprimer l'alinéa g).

Changer le numéro du sous-programme 5, qui devient le sous-programme 2, puis, après avoir inséré le nouveau texte à la suite du sous-programme 1, renuméroter tous les sous-programmes qui suivent. Le paragraphe 13.16 devient le paragraphe 13.12.

Sous-programme 2 (auparavant sous-programme 5)

Prévention, traitement et réinsertion, et développement alternatif

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Avec le concours de l'UNODC, pour les États Membres qui en font la demande, renforcement de l'application de mesures visant à aider des particuliers, à l'échelon local, à réduire leur vulnérabilité face à la consommation de drogues et au VIH/sida ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée b) par le texte suivant :

« b) Avec l'aide de l'UNODC, augmentation des moyens dont disposent les États Membres qui en font la demande pour aider les personnes vivant en milieu carcéral à réduire leur vulnérabilité face à la toxicomanie et au VIH/sida ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée c) par le texte suivant :

« c) Avec le concours de l'UNODC, augmentation des moyens dont disposent les États Membres qui en font la demande pour aider les personnes qui sont ou pourraient être victimes de la traite d'êtres humains à réduire leur vulnérabilité face à la toxicomanie et au VIH/sida ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée d) par le texte suivant :

« d) Avec l'aide de l'UNODC, amélioration de la capacité de mettre au point, d'appliquer, de contrôler et d'évaluer des stratégies viables de lutte contre les cultures illicites au moyen de projets de développement alternatif ou de développement alternatif préventif ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée e) par le texte suivant :

« e) Avec l'aide de l'UNODC, renforcement de la capacité des États Membres qui en font la demande d'assurer des moyens de subsistance durables (assistance sociale de base) aux populations exposées aux toxicomanies et à la criminalité du fait de leur marginalisation sociale et économique ».

Paragraphe 13.12 (auparavant par. 13.16)

Dans l'énoncé de l'alinéa b), supprimer « de directives et ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa d) par le texte suivant :

« d) Mise en place de partenariats et de réseaux permettant l'échange des connaissances et l'optimisation des interventions, selon qu'il convient. »

Sous-programme 3 (auparavant sous-programme 2)

Lutte contre la corruption

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Assistance technique fournie par l'UNODC, à la demande des États Membres, pour contribuer à l'augmentation du nombre de ratifications et d'adhésions dont fait l'objet la Convention des Nations Unies contre la corruption ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée b) par le texte suivant :

« b) Renforcement de l'appui fourni par l'UNODC à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, à ses organes subsidiaires et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, pour faciliter la prise de décisions et la formulation d'orientations générales ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée c) par le texte suivant :

« c) Renforcement des moyens dont dispose l'UNODC pour aider les États Membres à prévenir et combattre la corruption, en application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, et à s'attaquer à la fraude économique et à la criminalité liée à l'identité ».

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès b) i) par le texte suivant :

« i) Nombre de rapports d'examen de pays et de résumés de rapports établis avec le concours de l'UNODC dans le cadre du

mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ».

Dans l'énoncé de l'indicateur de succès c) i), supprimer « , notamment pour améliorer leurs systèmes et procédures relatifs à la gestion des affaires pénales ».

Paragraphe 13.13

Remplacer l'énoncé de l'alinéa b) par le texte suivant :

« b) À aider les États Membres, à leur demande, à améliorer les moyens dont disposent leurs institutions nationales compétentes pour appliquer rigoureusement la Convention des Nations Unies contre la corruption, grâce à diverses formes de coopération technique – avis sur les politiques à suivre, services de conseil juridique, formations et transfert plus aisé des connaissances spécialisées nécessaires; ».

Changer le numéro de l'alinéa h), qui devient l'alinéa c), puis, après l'avoir inséré après l'alinéa b), renuméroter les alinéas qui suivent.

Remplacer l'énoncé de l'alinéa d) [auparavant alinéa c)] par le texte suivant :

« d) À promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la prévention de la corruption et du recouvrement des avoirs; ».

Dans l'énoncé de l'alinéa f) [auparavant alinéa e)], supprimer « et à renforcer le rôle que jouent la société civile, les parlementaires, le secteur privé et les organismes d'aide au développement ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa g) [auparavant alinéa f)] par le texte suivant :

« g) À aider les États Membres, à leur demande, à produire des données et à effectuer, selon qu'il convient, des études statistiques et des analyses concernant l'étendue, les tendances typiques et la typologie du phénomène de la corruption, afin de contribuer à la définition de politiques anticorruption nationales adaptées; ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa h) [auparavant alinéa i)] par le texte suivant :

« h) À travailler en coordination, en collaboration et en partenariat, selon qu'il convient, avec les autres acteurs compétents, en particulier les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les organisations intergouvernementales opérant aux niveaux international, régional et sous-régional; ».

Sous-programme 4 (auparavant sous-programme 3)

Prévention du terrorisme

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Renforcement de l'assistance technique fournie par l'UNODC, à la demande des États Membres, pour contribuer à la ratification des instruments juridiques internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme ».

Indicateurs de succès

[La modification proposée pour les indicateurs a) i) et a) ii) ne vaut que pour la version anglaise.]

Remplacer l'énoncé de l'indicateur b) i) par le texte suivant :

« i) Augmentation du nombre de pays recevant une aide de l'UNODC, lorsqu'ils en font la demande, pour renforcer leurs capacités nationales et régionales ».

Paragraphe 13.14

Remplacer l'énoncé de l'alinéa a) par le texte suivant :

« a) À continuer d'encourager les États Membres à adhérer aux conventions et protocoles internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et à les appliquer, et, lorsqu'ils en font la demande, de leur fournir des avis sur les mesures à adopter, des services de conseil juridique et des services d'appui en matière de renforcement des capacités législatives et institutionnelles, de leur dispenser des formations et de faciliter le transfert de connaissances spécialisées, notamment sur le terrorisme maritime, le financement du terrorisme et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes; ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa e) par le texte suivant :

« e) À assurer le suivi et la mise en œuvre des mandats intergouvernementaux énoncés dans les résolutions et décisions correspondantes des organes directeurs des Nations Unies, ainsi que du document final du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. »

**Sous-programme 5 (auparavant sous-programme 4)
Justice**

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Renforcement de l'aide fournie par l'UNODC pour l'élaboration et l'actualisation des règles et normes internationales en matière de prévention du crime et de justice pénale ».

Dans l'énoncé de la réalisation escomptée b), insérer le texte suivant en début de phrase : « Dans le cadre du mandat de l'UNODC, »

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur a) par le texte suivant :

« a) Nombre de règles et de normes des Nations Unies portant sur certains volets de la prévention du crime et de la justice pénale qui ont été adoptées ou modifiées par les pays avec l'aide de l'UNODC, à leur demande ».

Remplacer l'énoncé de l'indicateur b) iv) par le texte suivant :

« iv) Nombre de pays bénéficiant d'une assistance de l'UNODC pour la mise en œuvre de mesures de réforme pénale, s'il y a lieu ».

Paragraphe 13.15

Dans l'énoncé de l'alinéa d), remplacer « des lois types » par « une législation type ».

Dans l'énoncé de l'alinéa h), remplacer la première phrase par le texte suivant :

« Dans la mise en œuvre de la stratégie, les droits de l'homme et l'institutionnalisation de la problématique hommes-femmes seront envisagés comme des questions transversales, conformément aux mandats intergouvernementaux correspondants. »

Sous-programme 6

Étude et analyse des tendances

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur b) par le texte suivant :

« b) Nombre d'États Membres bénéficiant, lorsqu'ils en font la demande, d'activités de formation ciblées ou d'autres formes d'assistance technique portant sur la collecte de données relatives aux drogues et à la criminalité ».

Sous-programme 7

Appui en matière de politiques

Objectif de l'Organisation

Supprimer « et faciliter le travail de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée b) par le texte suivant :

« b) Renforcement de la capacité des États Membres de mettre en œuvre les conventions, règles et normes internationales sur lesquelles porte le mandat de l'UNODC ».

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur b) par le texte suivant :

« b) Augmentation du nombre d'accords de partenariat ou de financement conclus avec des gouvernements, des fondations, des organisations non gouvernementales et des organismes du secteur privé ».

Changer le numéro du paragraphe 13.18, qui devient le paragraphe 13.17, puis renuméroter tous les paragraphes qui suivent.

Paragraphe 13.17 (auparavant par. 13.18)

Dans l'énoncé de l'alinéa b), supprimer « sur les politiques ».

Sous-programme 8**Coopération technique et appui opérationnel***Objectif de l'Organisation*

Remplacer l'énoncé de l'objectif par le texte suivant :

« Faciliter la coopération et la gestion sur le terrain dans les domaines relevant du mandat de l'UNODC ».

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Conception et mise en œuvre de programmes intégrés, en étroite concertation avec les entités régionales et les pays partenaires, selon qu'il convient ».

Ajouter une réalisation escomptée b), ainsi libellée :

« b) Amélioration de la transparence, de l'efficacité, de la responsabilité et de la gouvernance des bureaux extérieurs de l'UNODC ».

Indicateurs de succès

Ajouter un indicateur b) i), ainsi libellé :

« b) i) Augmentation du nombre de bureaux extérieurs faisant l'objet d'opinions non assorties de réserves ».

Ajouter un indicateur b) ii), ainsi libellé :

« b) ii) Diminution du nombre de bureaux extérieurs faisant l'objet d'opinions défavorables ».

Paragraphe 13.18 (auparavant par. 13.19)

Insérer le texte suivant au début du paragraphe :

« La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe à la Division des opérations. »

Remplacer l'énoncé de l'alinéa a) par le texte suivant :

« a) À faire en sorte que les entités régionales et les pays partenaires s'approprient complètement les programmes de l'UNODC grâce à la coordination et au dialogue en matière de programmation et d'élaboration des politiques, selon qu'il convient; ».

Dans l'énoncé de l'alinéa b), ajouter « publique » après « sécurité » et supprimer « des nouveaux objectifs de développement ».

Remplacer l'énoncé de l'alinéa e) par le texte suivant :

« e) À établir, dans le programme régional, un cadre d'action commun aux partenaires des Nations Unies, institutions financières internationales et autres organes multilatéraux, selon qu'il convient. »

Sous-programme 9

Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes directeurs et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Réalisations escomptées du Secrétariat

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

« a) Renforcement de l'appui fourni par l'UNODC aux organes directeurs dans leur prise de décisions et leur définition d'orientations générales sur les questions relatives à la drogue, à la criminalité et au terrorisme ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée b) par le texte suivant :

« b) Adoption, dans les domaines relevant des traités, de décisions et de recommandations qui donnent à l'Organe international de contrôle des stupéfiants, avec l'appui de l'UNODC, les moyens d'assurer la promotion et le respect desdits traités ».

Indicateurs de succès

Dans l'énoncé de l'indicateur a) i), remplacer « bureaux élargis de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale » par « Commissions ».